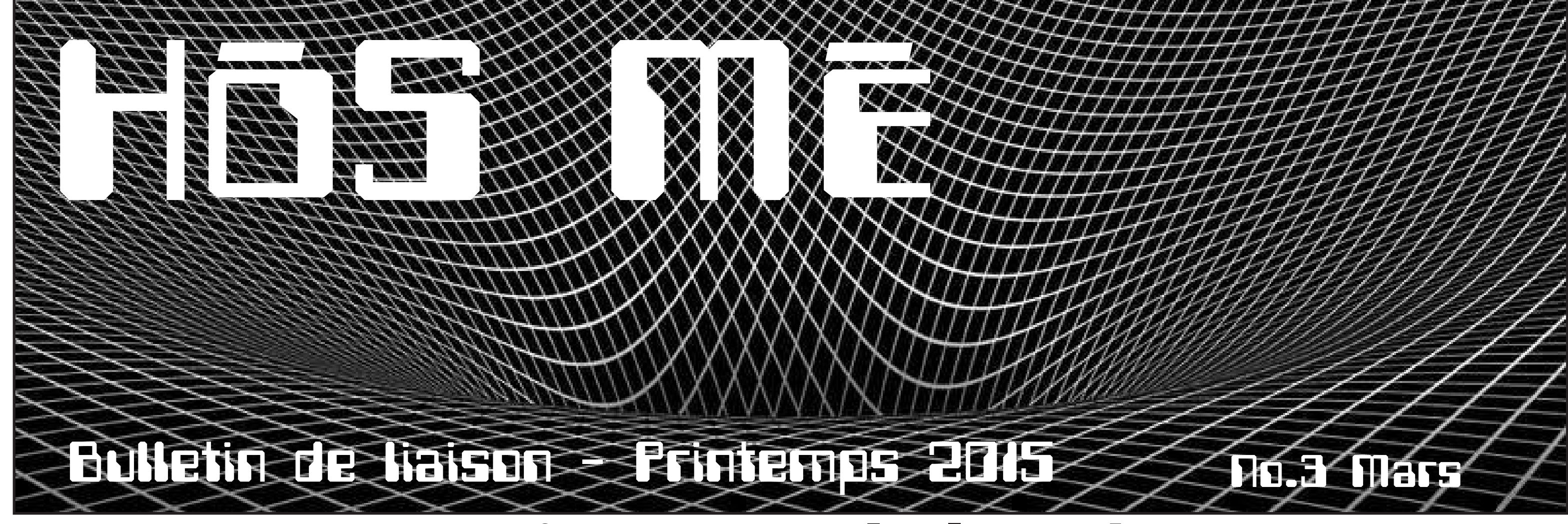


Fractures et puissances de la grève

C'est indéniable : ce qui n'était il y a quelques semaines qu'une rumeur est devenu une promesse - la grève est en marche. L'activité qui se déploie actuellement donne à voir la puissance de l'événement, de l'occasion qui nous est donnée de bloquer les politiques de l'économie. L'idée d'une lutte commune contre l'austérité et les attaques visant les conditions de travail, réunissant étudiant.e.s et travailleur.euses, a fait foisonner les appels à la grève sociale et les initiatives d'auto-organisation, réactivant les forces en dormance et reposant la question restée sans réponse de 2012, c'est-à-dire la question de l'extension de la lutte. Déjà le jeu des tendances reprend et met en circulation une pluralité de propositions et de grilles de lecture, cherchant à saisir, à nommer cette force finalement innommable de la grève. Il n'est pas une question que la grève ne semble à même d'adresser, qu'il s'agisse de la mise en jeu des corps et des rapports de pouvoir qui les traversent ou des territoires à démultiplier et à habiter contre la colonisation et son cortège de projets pétroliers. De la date de déclenchement à l'objet des revendications, tou.te.s pensent leur mise en jeu dans ce que le Journal de Montréal appelle déjà un « printemps chaud » : pour les assemblées générales étudiantes, pour les comités autonomes de travailleur.euses et pour le milieu communautaire, la grève est devenue un thème incontournable.Y compris pour celles et ceux, les bureaucrates, dont le métier consiste à repousser sans cesse l'inévitable affrontement avec l'économie. La grève et toute forme de blocage de la production sociale se révèlentainsi être le cœur même de la production de mondes : un sentiment partagé ici depuis 2012.

La grève de 2012 aura eu pour effet de manifester une soif profonde d'être-ensemble, de densité des relations et du temps : en un mot, un désir de communisme. Quelle différence entre ce temps joyeux de la grève, tout ce petit monde qui s'organisait et complotait sur un ton léger, tout au bonheur de la rencontre, et le temps mécanique, répétitif du quotidien, des identités à la chaîne, de la petite débrouille, chacun.e dans son coin.Ça respirait ensemble dans ce temps-là, ça con-spirait ; quelque chose avait commencé à déborder de la solitude imposée, une puissance commune se déployait et se partageait. Comme si la grève, en bloquant l'école, avait arrêté quelque chose du temps, éprouvant sa capacité à désactiver les circuits de l'économie et à rendre inopérante la reproduction d'un certain ordre du monde. Cette intuition s'est répandue, touchant à une commune absence au monde, et la grève est devenue elle-même un monde, *notre* monde, un point de rencontres possibles. Au moment des émeutes, au moment des casseroles, une fracture a été mise à nue. Il n'est désormais plus possible de parler au nom d'un Québec unifié, pacifié : on a vu qu'il existe des lignes de partage qui lézardent le territoire. Cette fracturation et cette possibilité d'extension ont produit une nouvelle configuration politique et redistribué le champ des questions et des pratiques qui se posent actuellement. En saisissant l'occasion de la grève, c'est tout un monde de possibles qui s'ouvre à l'expérimentation de nouvelles formes politiques comme de nouvelles formes de vie.

SUITE AUX PAGES 11 ET 12



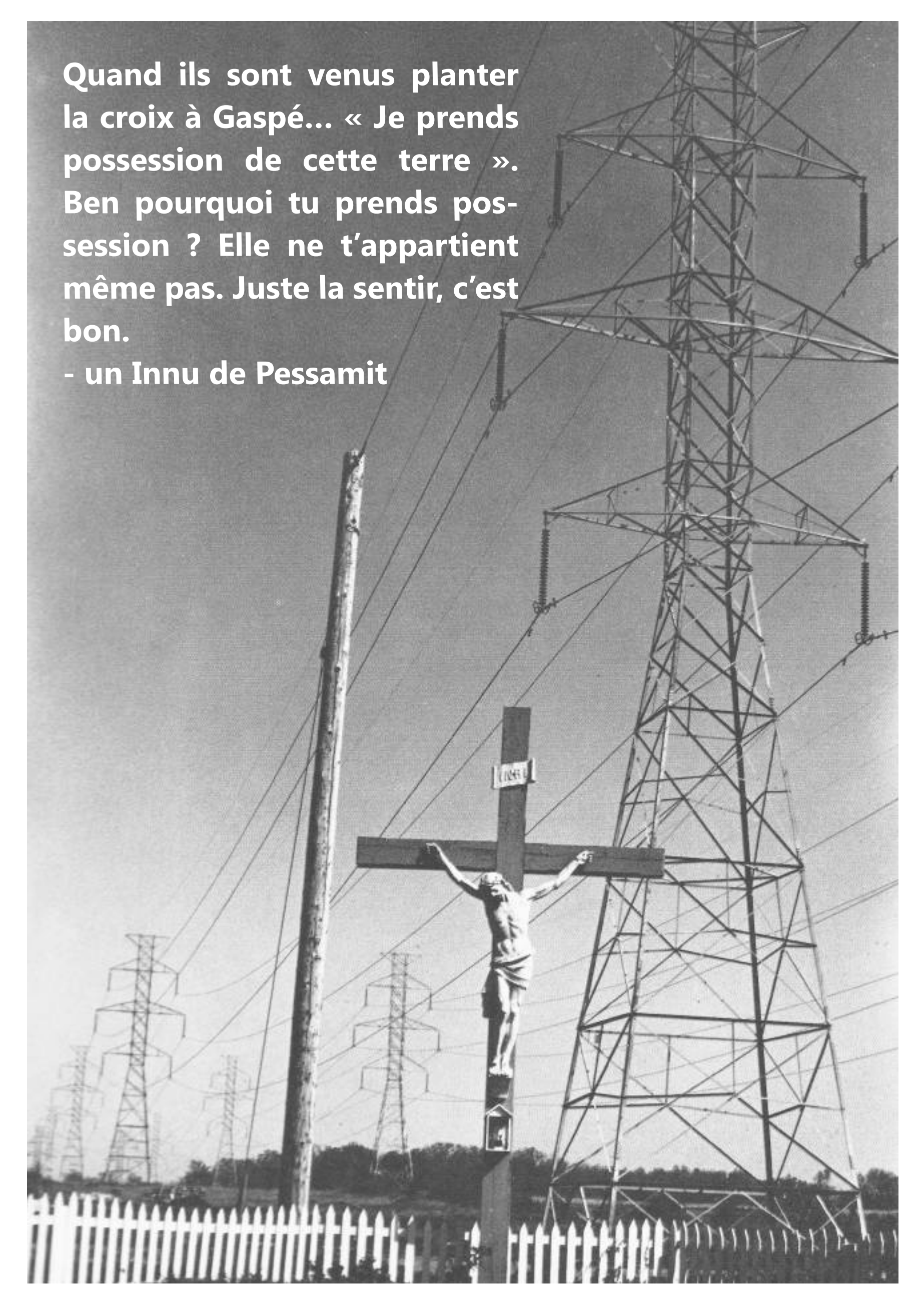
Un écocide socialement acceptable p.2
Fusions départementales à l'UdeM : les tentacules de l'austérité p.4
Histoire d'archives III p.6
Tout le monde déteste la police ! Notes sur un mouvement spontané et illégitime p.8

Extractivisme :

Un écocide socialement acceptable

Décembre 2014. Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) rend public son rapport sur les gaz de schiste dans les basses-terres du Saint-Laurent. Satisfaction publique. Illes l'ont enfin acclamé ! Rien ne dit que l'exploitation et l'exploration du gaz de schiste sur ces terres en utilisant la technique de fracturation hydraulique serait « avantageuse » pour le Québec, pour des raisons… purement circonstancielles. Juridiques d'un bord, les cadres législatif et règlementaire actuels étant considérés inadaptés à l'exploration et l'exploitation des énergies fossiles - au gouvernement d'annoncer immédiatement la promulgation future d'une loi québécoise sur les hydrocarbures en 2015. Economiques de l'autre, puisqu'il paraîtrait que les minces redevances perçues par Québec ne sauraient contrebalancer l'ampleur des coûts et des externalités potentielles. Cris de joie ; Equiterre peut se réjouir : enfin ! On va pouvoir remettre sur la table le bon vieux débat : le Québec va-t-il choisir le développement durable ou deviendra-t-il un leader dans la « lutte contre les changements climatiques » ?

Si on refuse un moratoire (ça verrouille les portes, nous dit Couillard), on consulte, enfin, on consulte ! On n'attendait que ça, une grande consultation publique précédée de splendides présentations d'expert.es - invité.es par le ministère de l'énergie et des ressources naturelles, désormais également « responsable du Plan Nord ». Afin de se doter d'une toute nouvelle politique énergétique à l'automne 2015 - verte, espèrent les groupes citoyens, ravis de pouvoir s'exprimer enfin pour que la société toute entière se tourne vers cette clé novatrice : les énergies nouvelles. Que du neuf à la table des experts, qui se sont réunis à Montréal le 13 février, afin de dégager « ensemble » ce qui structurera l'avenir énergétique rassembleur. La ligne est explicite. Il s'agit d'accroître le leadership du Québec en matière d'énergie et d'innovation technologique.



Et on brandit la carte de la « consultation publique » : après avoir observé les prétendu.es virtuoses définir ensemble le vivre ensemble, on pourra prendre le micro pour vomir quelques questions. Et il ne sera plus possible de se plaindre des *one on one* qui sont devenus le propre des séances d'informations des compagnies extractives dans les territoires où elles s'enracinent, stratégie destinée à anéantir tout mouvement social collectif, toute possibilité nouvelle de collectivité, tout langage pour l'expérience commune - faisons d'un nous potentiel des Moi fragmentés, définis, séparés, autrement dit contrôlables. Non, on ne pourra plus s'en plaindre puisqu'ici nous ne serons plus qu'un : la société ensemble - et déserte. Et on sourira aux citoyen. nes exemplaires qui participeront à la démocratie. De quoi se plaindre ? Tout sera en webdiffusion ! Derrière nos écrans aussi, on pourra rester connecté.es. Et surtout on pourra voir et revoir encore l'arnaque spectaculaire dans cette arène théâtreuse au goût maussade.

Il faut l'acceptabilité sociale pour continuer toutes opérations extractives, même Couillard l'avoue timidement. Heureusement que certaines régions sont plus éloignées et qu'il y aura moins de monde pour s'opposer. La mine Arnaud déchire Sept-Iles et le BAPE (à l'unique pouvoir de recommandation) a rendu un rapport très défavorable envers ce projet de mine d'apatite (impacts environnementaux, acceptabilité sociale et viabilité économique). Mais surtout, sa petite sœur, la mine Arianne, au Lac à Paul (sur des territoires revendiqués par les Innu.es des communautés de Mashteuiatsh, Essipit et Pessamit), inquiète bien moins les hauts placés. Elle s'insère en effet dans une « région beaucoup moins densément peuplée » (200km au nord de Saguenay). Au comble du précipice, aveu franc : les cochons manipulent sans plus le cacher ; allons plus



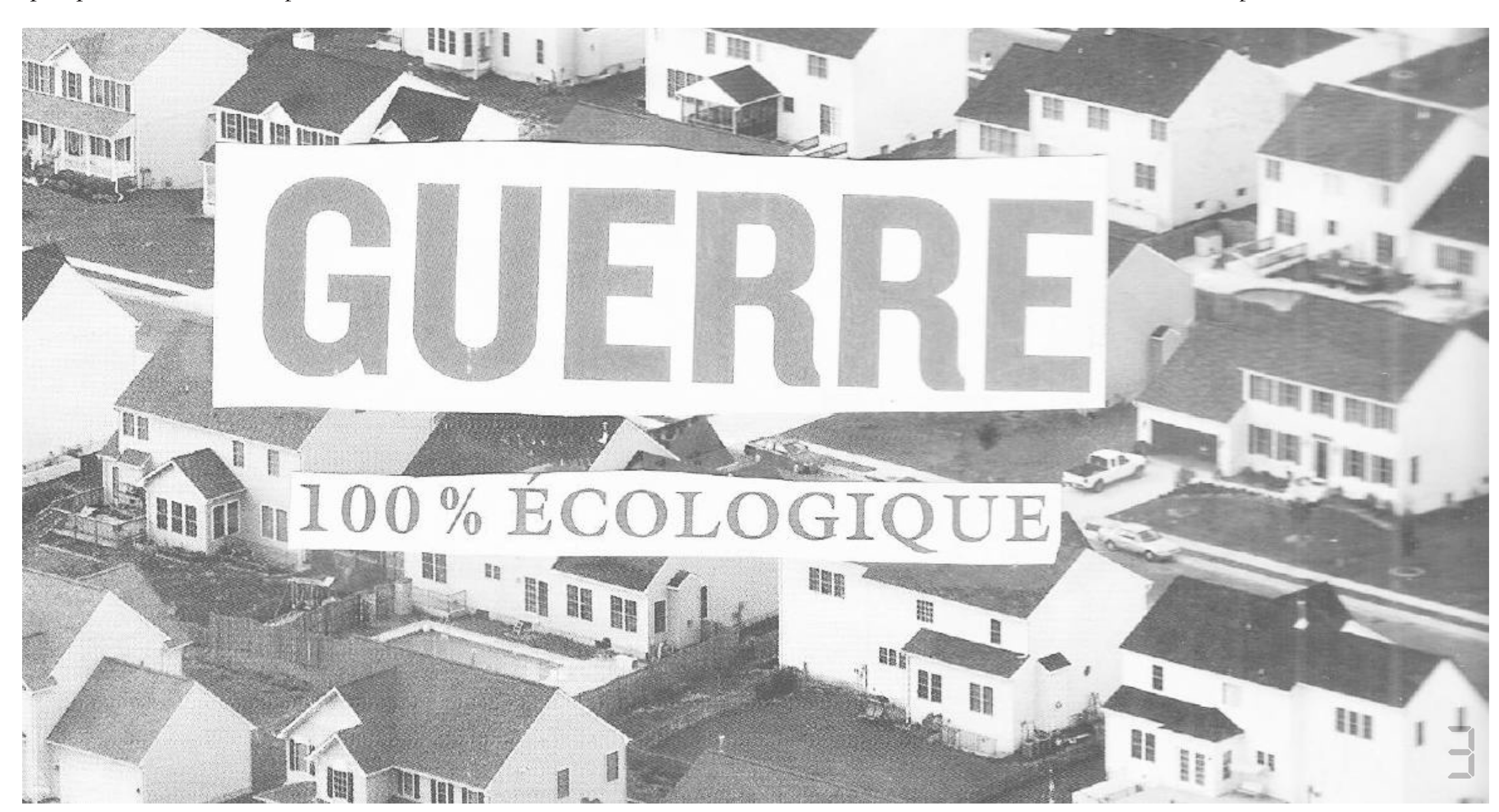
haut, plus loin, dans ce désert froid où l'on rencontrera une opposition moins virulente. Ainsi TransCanada ne se sentait pas menacée par la révélation de ses stratégies médiatiques pour faire accepter par l'opinion publique le pipeline Energy Est qui achemine le pétrole des sables bitumineux vers l'est. En novembre 2014, des documents secrets de la compagnie ont en effet été rendus publics, révélant que l'entreprise est prête à tout : créer de toutes pièces une mobilisation en sa faveur en armant et attaquant et même payer des partisans afin de créer des militant.es pro-projet. Cette fuite officialise des stratégies que l'on connaît évidemment déjà ; donner naissance et faire vivre des spectres et tuer, ou plutôt laisser mourir les vivant.es.

Mais heureusement, on peut compter sur Gabriel Nadeau Dubois pour nous sauver. On peut compter sur ses vertus charitables, son intelligence citoyenne, son prestige social. Lui qui suggérait en plein milieu de la grève étudiante de 2012 d'augmenter les redevances des entreprises minières sur des terres volées pour annuler la hausse des frais de scolarité (allons chercher l'argent où il y en a !), aujourd'hui sauve son honneur en offrant sa gratitude et quelques 25 000 dollars à *la résistance sur le terrain*. Et au public autonome de doubler, tripler, quadrupler la mise… 400 000$ pour *Coule pas chez nous* (mais coule ailleurs ?). On pourra dormir tranquilles, comme celles et ceux qui parrainent un enfant ou envoient quelques dollars à *Greenpeace* ou *Médecins du monde* pour oublier la colonisation des êtres, des peuples et des territoires. Pour oublier que ce qu'on nomme maladroitement *misère* dans cet ailleurs lointain (ou dans cet ailleurs juste à côté de chez nous que l'on se refuse à voir) est créée par ce qu'on appelle développement, par ce mode de vie civilisationnel. Mais pire encore, le cadeau est empoisonné. On craint la discorde, et à raison, de groupes citoyens qui s'entretuent déjà sur la question de la diversité des tactiques.

Les forages continuent en Gaspésie et sur l'Ile d'Anticosti suite à l'adoption du règlement sur l'eau potable en juillet 2014, afin de faire fructifier les avoirs des actionnaires des compagnies, tout en promettant quelques centaines d'emplois. Et si le récent rapport du BAPE conclue qu'il faudrait augmenter la distance verticale requise entre une opération de fracturation et la base d'un aquifère, le gouvernement ne bouge pas - recommande et tais-toi. 9 millions de dollars sont distribués aux avocats pour Mégantic ; rien pour les victimes. Les déversements se multiplient, comme à Longueuil. Le gouvernement canadien continue à défendre l'industrie des sables bitumineux. Le port de Cacouna n'aura pas lieu… à Cacouna. Energy Est suggère entre autres Baie-des-sables et Lévis. Cacouna est morte, vive Cacouna !

Et pourtant les mobilisations se multiplient. Des Mohawks de Kanesatake déclarent leur opposition à Energy Est. Des routes sont bloquées et des campements montés malgré les injonctions flottantes et les menaces de poursuites juridiques. Des sites internet sont hackés. Des idées d'ouvrir des ZAD au printemps germent. La possibilité de rencontres s'offre. Au milieu des coupures, du saccage, des projets plus aberrants les uns que les autres, il reste l'existence, la possibilité de vie face à la catastrophe *qui est là* (et non pas qui viendrait) ; être hostile pour tracer du commun. Renifler toutes ces actions inspirantes au-delà d'une lutte « contre l'extractivisme » comme *à la mode* (une mode dont il faudrait s'emparer). De la même manière que les actions réfos permettent aussi de gagner du temps en reculant de quelques mois la poursuite de forages, d'explorations, de destruction massive. Qui ne doit pas être un temps de vacances, de latence, mais un temps d'expérimentation des possibles. Les potentialités sont justes devant : saisissons-les.

Parce que lorsque les entreprises nous poursuivent, nous pourchassent, il faut garder en tête que nous les dérangeons aussi. Si des camarades craindront la criminalisation de notre dissidence, il ne faudrait oublier l'angoisse qu'engendrent ces actes sur les autres compagnies qui regardent le spectacle du haut de leur salon bourgeois. C'est un rapport de force à maintenir. Il y a là un cadavre en devenir ; partons de ça. ■



Fusions départementales à l'UdeM :
Tentacules de l'austérité

L'annonce de la fusion des départements de Littérature comparée, d'Études anglaises et de Littératures et langues modernes en un seul département de Littératures et langues du monde s'est fait dans la foulée des coupures à l'Université de Montréal, annoncée en octobre dernier. Malgré le déni général, il est évident qu'il s'agit là d'une conséquence directe des politiques d'austérité. Elle est aussi, de manière plus globale, une manifestation de la tendance imposée par le pouvoir néolibéral : celle de l'optimisation économique de toute sphère de nos vies. C'est ça ou la mort – nous laisse-t-on croire.

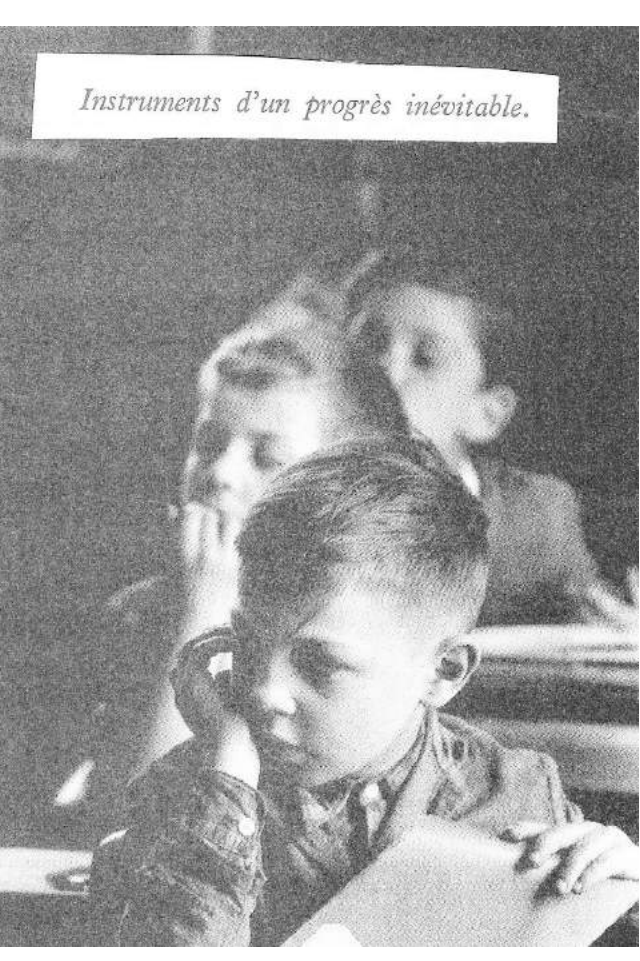
Savoir économiser (économisé)

Visiblement mécontents de l'imposition de la décision, mais tout de même résignés, les directeurs des trois départements (qu'on croirait ventriloqués par le doyen de la Faculté des arts et des sciences) font contre mauvaise fortune, bon cœur. Et nous, étudiant.e.s, nous demandons pourquoi ! Comment se fait-il que les professeur.e.s ne soient pas à nos côtés alors que nous avons voté en assemblée générale un mandat d'escalade de moyens de pression en opposition à la fusion ? Comment se fait-il que ces grands lecteurs et lectrices, tout à coup, ne lisent plus entre les lignes ?

Il y a un argument-matraque qu'on nous a servi sans cesse pour nous vendre la fusion : elle confirmerait l'inter et la transdisciplinarité constitutive de la littérature comparée, elle assurerait un branchement, un échange, un partage culturel essentiel à la pratique comparatiste. Mais qu'ont en commun ces départements, au juste ? La littérature comparée n'a-t-elle pas autant, sinon plus, d'affinités avec la philosophie ou l'histoire de l'art ? Cette union avec les « langues du monde », comme l'exprime l'intitulé bon enfant, mais tout-à-fait inquiétant de ce nouveau département ne souligne-t-elle pas une tendance glissante et arbitraire à l'exotisme ?

La vérité, cachée entre les lignes de ce verbiage, c'est que l'amalgame proposé en est un qui se justifie par des critères de gestion, qui acquiert sa légitimité strictement dans la logique de l'austérité. C'est une question de savoir économiser, c'est tout. Croire que nous ne puissions faire le lien entre cette annonce et les coupures, qui arrivent en même temps, c'est nous prendre pour des caves. Ne nous méprenons pas : ce projet n'est lié d'aucune manière à l'exercice de la littérature comparée. Il ne s'agit en rien d'un projet rénovateur qui catalyserait notre pratique et nos possibilités. Il les rive au contraire à une quête de légitimité et de reconnaissance perdue d'avance, menant droit à une mort programmée.

La littérature comparée n'est pas légitime parce qu'elle n'est pas productive pour la grande économie. Il est désolant de la voir perdre du terrain et de l'autonomie, laissant présager que les gestionnaires rogneront ici et là, au fil du temps, dans ces disciplines qui ne produisent certes rien de bon dans la fluidification des capitaux. C'est vrai, les humanités sont assaillies de toutes parts : elles s'effritent parce qu'elles ne sont pas arrimées au marché du travail; elles sont sous-financées; elles sont soumises à la Bourse des articles et des parutions qui génère, par la spéculation, des critères de qualité complètement extérieurs à la pensée. Nous ressentons déjà les effets de cette logique par la moindre quantité de cours offerts, le nombre démesuré d'étudiant.e.s dans les séminaires, l'amputation des budgets pour le support technologique, etc.



Comment les professeur.e.s et directeurs peuvent-ils demeurer conciliant.e.s et cyniques devant cette crise de la culture? N'importe quel.le chercheur.e intègre reconnaît que ces changements nuisent qualitativement à la recherche et à l'enseignement, s'il ou elle applique un peu à sa vie ce qu'il/elle enseigne et étudie. Tout se passe comme si ces gens, tiraillé.e.s par les intérêts et trop attaché.e.s à leurs privilèges, poursuivent leur carrière en ignorant ce que leur milieu, comme tout milieu, porte de politique. Comme si leur vie et la lutte étaient inconciliables. Cette posture bloque nécessairement la solidarité qui pourrait se tisser entre eux et elles et les étudiant.e.s. Est-il surprenant avec tout ça qu'on ressente constamment, en classe, cet appel à la conformité à un modèle identitaire à la frontière du nouveau capitalisme ?

Brèches

L'université change, et elle change contre nous. Nous entretenons avec elle, et de plus en plus clairement, un différend. Notre attachement à la littérature comparée n'a rien à voir avec l'idéal qui fait de l'Université l'endroit par excellence de la pensée critique. Elle se plie comme presque tout aux exigences de l'économie néolibérale, et la fusion en est une preuve parmi tant d'autres. Ce à quoi nous tenons plutôt, ce sont les outils multidisciplinaires que cette discipline développe, puissances pour contrecarrer les effets charismatiques de l'idéologie qui se tapissent partout. Elle nous donne des clés de lecture pour débusquer les présupposés des discours dominants présents dans notre environnement, tant dans les textes que dans l'urbanisme, tant dans notre chair que dans nos perceptions du monde. Elle nous donne des pistes qu'il faut poursuivre bien au-delà des

campus. Ce département, nous le défendons, non pas pour défendre l'Université, mais pour défendre nos milieux de vie. Non pas dans un refus du partage et de la communication tant vantés par les directeurs, mais justement dans des ouvertures qui ne passent pas sous silence les rapports de domination, de connivence, d'absorption, d'oppression, d'érosion, de tangence entre les formes de pensée et de pratiques.

Il est évident que cet exercice ne sera jamais performant ni compétitif aux yeux du néolibéralisme. Voilà pourquoi l'austérité frappe justement ce qui lui nuit. Il y en aura toujours pour s'appliquer à faire des sphères non-productives, afin de les sauver, des postes d'avant-garde du nouveau capitalisme. Mais nous ne valoriserons pas la littérature comparée en cédant aux pressions du règne de la donnée économique, ni en nous adaptant au changement de l'université. Nous trouvons qu'il faut plutôt en prendre le contenu pour dégager du politique, un meilleur être-ensemble qui mettrait des bâtons dans les roues du pouvoir.

Plus qu'un refus et une critique, c'est pour nous l'occasion de penser dans d'autres paradigmes ce que nous voulons faire. Nous habitons le département de littérature comparée de plein de manières et nous le détournons plus ou moins à son insu quand nous étudions pour le simple plaisir de l'activité, sans plan de carrière, ou encore pour repousser le moment où nous devrons entrer dans le marché du travail. C'est sans honte que nous l'instrumentalisons pour nous démobiliser et libérer du temps a-productif, pour expérimenter une autre forme de vie dont elle est le foyer structurel, et parfois aussi théorique. Mais pendant que nous repensons dans nos cours des thèmes déjà assumés partout ailleurs, nos vies matérielles changent. Et c'est ces vies-là que nous voulons défendre.

Ampleur de la lutte

Devant l'austérité, fléau mondial qui libéralise et privatise la gestion de ce qui devrait être partagé, il faut lutter globalement et localement. L'austérité nous affecte dans nos milieux de vie et dans les espaces que l'on occupe. Elle ramène plus de femmes à la maison, empêche plus de personnes d'étudier, empire des conditions de travail déjà précaires, modifie nos habitudes alimentaires, affecte notre santé… Elle est une attaque à notre puissance d'action. C'est pourquoi il faut se mobiliser partout où elle se manifeste, la contrecarrer dans toutes les sphères de nos vies.

Nous, étudiant.e.s, un de nos milieux, c'est l'université. Il est extrêmement triste de voir ceux qui partagent cet espace avec nous le laisser se restreindre en se réjouissant, qui plus est, de son optimisation économique et publicitaire. La fusion, bien qu'elle prétende accélérer les possibilités d'échanges et de partages, fait précisément le contraire en accomplissant la fluidification désirée par l'économie du savoir – ou savoir économisé – ce qui a comme conséquence d'homogénéiser les différentes formes de participation à l'université. Elle arrive en même temps que la mise en place d'impératifs d'efficacité (par exemple, resserrement des règles et contraintes encadrant la rédaction), qui empêchent d'occuper l'université avec un autre bagage, d'une autre manière (être mère, être immigrant.e, s'impliquer dans des groupes politiques, étudier à temps très partiel, etc.). À nos yeux, la grève est une occasion incomparable de mettre en œuvre ce détournement. Nous défendons cette occupation de nos espaces par la bande.

Cette lutte est la même lutte que d'autres départements doivent mener, mais aussi celle de tous ceux et celles qui voient s'échapper de leurs mains la possibilité de comprendre et de transformer leur monde, de l'habiter, de réécrire leur monde sur le monde. Ce sont les infirmières soumises à la gestion lean, ce sont les communautés autochtones désappropriées par le Plan Nord, ce sont tous ces villages qui subiront les conséquences de la construction de pipelines... La liste est longue.

Nous ne nous laisserons pas désapproprier de notre milieu de vie et protègerons notre pratique de ceux qui n'y participent pas, mais veulent la transformer malgré tout.
Pour une autonomie de nos pratiques face à l'ordre gestionnaire ! ■

REPÈRES TEMPORELS

Le 26 novembre dernier, la fusion des départements de Littérature comparée, d'Études anglaises et de Littératures et langues modernes est annoncée aux étudiant.e.s lors d'une rencontre avec le doyen de la Faculté des arts et des sciences. Le lendemain, les représentant.e.s étudiant.e.s aux affaires académiques sont convié.e.s à une réunion départementale avec les professeur.e.s, qui, nous l'espérons, mèneront au moins leurs luttes corporatistes pour préserver le département. Il faut néanmoins se rendre à l'évidence : ils et elles ne défendront pas plus leur milieu de vie maintenant qu'auparavant. Le 3 décembre, lors d'une assemblée générale, l'Association étudiante de littérature comparée de l'Université de Montréal (AELCUM) adopte à l'unanimité un mandat contre la fusion et invite Études anglaises et Littératures et langues modernes à se joindre à la lutte. La FAECUM (Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal), loin de nous appuyer dans cette lutte, vote pour la fusion avant même d'avoir reçu l'information des trois départements. Le 13 janvier, les directeurs des départements nous invitent à une séance d'explication. Jovialistes, ils parlent de gain, alors qu'il s'agit évidemment de compensation devant les coupures découlant de l'austérité. Nous sentons qu'ils nous présentent des informations triées, infime sélection des raisons qui sous-tendent cette décision. Dans la même semaine, une pétition circule, ainsi que des lettres de protestation d'ancien.ne.s étudiant.e.s, professeur.e.s et chercheur.e.s. Suite à ces évènements, Simon Harel, directeur du département de Littérature comparée, diffuse un message destiné à ses opposant.e.s par courriel et sur les réseaux sociaux. Il y affirme que « les discussions ont eu lieu ». Or, nous n'avons pris part à aucune discussion, sinon à un vague simulacre de consultation sur un avenir visiblement tracé d'avance. Finalement, la proposition est discutée le 19 janvier lors de l'instance décisionnelle finale : l'assemblée universitaire. Les membres de l'exécutif de l'AELCUM prennent la parole pour proposer de remettre la discussion à une prochaine rencontre, après une consultation auprès de toute la communauté universitaire. Évidemment, l'assemblée des gestionnaires ne veut rien entendre. Il faut à tout prix régler le dossier, afin de passer au prochain point. La fusion est votée par majorité; comme d'habitude, les plus nombreux.se.s et les plus affecté.e.s par la décision n'auront pas été consulté.e.s.

Histoire d'archives III

Solidarité et insubordination ouvrière

1976. L'avion décolle du Québec transportant à son bord des ouvriers d 'Arvida vers l'ouest canadien. Laissant leur usine locale située au Saguenay vers celle de Kitimat, de la force de travail semble circuler en toute normalité. Pourtant, ce n'est pas du travail potentiel qui s'envole mais son contraire : des ouvriers en grève partent renforcer les rangs de leurs camarades pour défier une injonction. Difficile d'imaginer une telle circulation aujourd'hui, où c'est le cash extrait du pétrole ou des champs de fruits qui attirent les corps vers l'ouest. Voilà une histoire de solidarité que nous raconte l'article du journal d'En Lutte! de 1976. Une histoire de grève, un fragment de l'histoire passée du mouvement ouvrier.

Arvida : de l'insubordination à la paix sociale

L'Alcan à Arvida c'était 5000 ouvriers à l'heure pour produire l'aluminium à partir de la bauxite extraite des anciennes colonies. Si le pacte social entre Travail et Capital y fonctionne de 56 à 69, la décennie 70 verra exploser les grèves, les actes de sabotage et les actions de solidarité. Tout un pan d'ouvriers, fatigués du travail, en refusent les formes : la hauteur des salaires ne suffit plus, ils désirent de meilleures conditions et un contrôle accru sur l'usine.

Ce qui entre en crise par cette insubordination ouvrière, c'est le fordisme. Forme de relation entre capital et travail, le fordisme assurait l'intégration du mouvement ouvrier par une hausse des salaires devant maintenir la demande et par la reconnaissance des syndicats pour négocier la valeur du travail. Au sein de l'usine, il instaure une division accrue du travail soutenue par un despotisme du capital. Sous ce règne, l'État se présente comme grand régulateur, gérant de l'extérieur les conflits et appuyant l'augmentation de la demande économique par des investissements, des lois sur le salaire et autres mesures d'ingénierie sociale. La fin du compromis entraînera une offensive du capital qui annihilera le mouvement ouvrier.

Dans l'usine des années 70, tout un mythe de l'ouvrier s'estompe au profit de l'imaginaire du gréviste désirant plus que tout dépasser sa stricte condition de force de travail. Le couple consommation abondante et production docile se désarticule et laisse place à une brèche politique que seule l'intervention conjointe du patronat et de l'État refermera au point d'absorber les restes du mouvement ouvrier.

À partir de 1970, à l'Alcan, le patronat tente d'imposer des réformes techniques dans l'usine. Les ouvriers ne sont pas dupes : toute innovation technique est une offensive du capital pour reprendre le contrôle de l'usine. Le capitalisme, c'est les machines, et tout outil dans l'usine incarne le despotisme du capital. L'automatisation, que certains sociologues célèbreront comme l'avènement de la société du loisir, signifie pour l'ouvrier la transformation de la composition de sa classe : division accrue entre technicien et simple ouvrier, nécessité d'une formation continue, augmentation de la productivité et liquidation des postes. À ce niveau de la composition technique, c'est l'ouverture de nouvelles usines avec de nouvelles formes d'organisation du travail qui assurera la victoire du patronat d'Alcan au début des années 1980.

En 1975, une grande offensive de l'État est lancée. Elle prend la forme de la Commission Trudeau contre l'inflation. Cette commission, composée de fonctionnaires et de patrons, détient le pouvoir d'imposer des conventions collectives pour freiner la hausse des salaires qui menace la stabilité du capital. 1976 est l'année de grandes luttes ouvrières partout au Canada pour contester la nouvelle régulation imposée par le fédéral. Cette irruption brutale de l'État dans sa volonté d'une macro-planification économique se heurtera à des grèves multiples culminant dans une journée de grève générale de 1.2 millions de travailleurs.ses en Octobre 1976.

Dans la même année, les conventions collectives de l'Alcan sont imposées par la commission. L'usine d'Arvida fait grève pendant 6 mois. C'est durant celle-ci que des ouvriers partiront rejoindre leurs camarades dans l'ouest canadien. Entre l'unité de classe se forgeant dans cette solidarité et une critique en acte du travail par la grève, deux manières de penser le politique cohabitent au sein même du mouvement ouvrier. Politisation ou destruction du travail pouvait se penser ensemble dans la mesure où des communautés de travail existaient et faisaient naître un monde : celui de l'ouvrier. La réaction du capital n'impliquera pas moins que la désarticulation du monde ouvrier et l'intégration du mouvement.

En effet, la crise qui surgira au début des années 80 partout au Canada, orchestrée par l'État par l'augmentation des taux d'intérêt et appuyée par les lois spéciales contre les syndicats, mettra à terre le mouvement syndical. Son repli stratégique vers la financiarisation des retraites n'aura pour effet que d'effacer tout potentiel politique émanant de ses bureaux. Quant à l'usine elle-même, l'Alcan en ouvrira de nouvelles, plus loin de celles d'Arvida et dont l'architecture interne se pense contre la communauté ouvrière.

C'est donc par une transformation interne à l'usine et par la mise en place de dispositifs étatiques que l'économie transforme son mode d'expansion et d'intégration : d'un pure despotisme du capital couplé à une intervention externe de l'État, l'on passe à des interventions horizontales. Désarticulant travail et usine, usine et ville ouvrière, et colonisant de nouveaux aspects de l'être, le capital façonne un nouveau monde en effaçant l'ancien. C'est par là qu'il met un terme au mouvement ouvrier.

Se raconter

La riche histoire du mouvement ouvrier se raconte difficilement à l'heure de son absence. À notre époque, plus aucun sol ne semble pouvoir supporter ce qui auparavant portait le nom de Révolution. C'est de là que partent à présent les mouvements : de la Grève aux occupations de places, en passant par les blocages, aucun Sujet politique n'émerge. C'est plutôt une constellation de partisans qui s'organisent. Mais en faisant l'assomption du mouvement ouvrier, les luttes qui se déploient aujourd'hui rendent difficilement partageable le passé. Car celui-ci permettait le dialogue entre tendances sur la base d'une lente construction d'un rapport de force. L'unité du mouvement était l'objectif et sa construction assurait le socle à partir duquel des assauts pouvaient être lancées.

À présent, si le travail a tout colonisé, il ne reste rien des communautés de travail à partir desquels le mouvement se pensait. ➔

L'unité pouvant exister n'apparaît que dans la lutte même. Sa reproduction s'assure à présent non plus dans l'univers du travail mais dans de multiples mondes désirant élaborer une vie nouvelle. Il ne faut plus avoir à l'esprit la construction de l'unité de la classe mais la liaison entre tout ce qui s'organise contre et en deçà du capital.

Et c'est seulement dans cette élaboration de mondes que devient possible une certaine relecture du passé : en acceptant la fin du mouvement ouvrier, la ligne que nous traçons entre le passé et le présent peut s'effacer sur la base des communautés politiques que nous construisons dans la lutte. Par là, nous réussirions à penser politiquement ce que contiennent des histoires comme 76.

Soit que dans la lutte, les gens se défont de leur stricte condition. Qu'aujourd'hui, le sujet de la grève n'est plus l'ouvrier mais est devenu absolument quelconque. Ainsi, ce qui s'élaborait dans l'usine d'Arvida et qui s'étendit vers l'ouest, c'était la Grève en marche de singularités quelconques élaborant la vie nouvelle. ▪

12,000 ouvriers en lutte contre l'Alcan et les mesures les mesures Trudeau

Les gars de l'aluminium du Québec, coude à coude avec leurs frères de Colombie britannique

A Kitimat, l'état de siège se poursuit autour de la fonderie. Depuis le 3 juin, toutes les sorties sont bloquées par de grosses pierres, des billots, des piquets, des barricades devant lesquelles les ouvriers dressent de fortes lignes de piquetage. L'Alcan est obligé de faire transporter la nourriture en hélicoptère aux 400 cadres qui essaient de faire fonctionner les machines. En grève "illégale", les 1,800 ouvriers ripostent à la décision de la commission anti-inflation qui a coupé leur hausse de salaire de 11% à 8%.

Au Québec, la décision de l'Alcan d'effectuer une série de lock-out successifs contre 972 ouvriers a mis le feu aux poudres. En moins d'une heure dans la nuit de jeudi le 3 juin, plus de 10,000 ouvriers des usines d'Arvida et d'Alma, des centrales électriques de Beauharnois dans la région de Montréal, de Ship Shaw, Port Alfred étaient descendus dans la rue.

Les injonctions sont défiées

L'Alcan ne s'attendait jamais à des débrayages aussi massifs au Québec. Et en Colombie britannique, la grève de Kitimat a pris la compagnie par surprise: les deux-tiers de la production sont maintenant paralysés.

La Gendarmerie Royale du Canada barre la route qui mène à l'usine de l'Alcan, à Kitimat en Colombie-britannique, toujours prête à matraquer les ouvriers pour défendre les profits des monopolistes. Autre marque de repression: les ouvriers québécois de l'Alcan se sont fait interdire l'accès aux lignes de piquetage de leurs frères de classe par une injonction.

L'Etat bourgeois n'a pas mis de temps à venir à la rescousse des monopolistes canadiens et des impérialistes américains qui sont étroitement associés dans cette compagnie. Suite au refus des ouvriers de Kitimat d'obéir à deux ordres de la Commission des relations de travail de la Colombie-britannique, le 8 juin, c'est la cour supérieure qui émettait une injonction pour obliger les syndiqués de la Canadian Association of Smelter and Allied Workers(1) à reprendre le travail. Au Québec, 22 accusations d'outrage au tribunal ont été portées contre les ouvriers.

Dûrement affectée, l'Alcan a même dû organiser le transfert d'une centaine de cadres du Québec pour aider ceux de Kitimat.

Les ouvriers du Québec et de Colombie-britannique sur les mêmes lignes de piquetage!

Suite à cette manoeuvre patronale qui ne pouvait qu'attiser la division des travailleurs des deux nations, la riposte des ouvriers ne s'est pas fait attendre. Des gars de l'aluminium du Québec ont aussitôt pris l'avion pour renforcer la résistance des travailleurs de Colombie, qui ont défié les injonctions, comme ceux du Québec, et même les "recommandations" de leur exécutif syndical, lequel se soumettait à la volonté de l'Alcan. C'est à travers des gestes comme ceux-là que le prolétariat canadien va refaire son unité.

Ce ne sont pas les manoeuvres de division des monopoles américains et canadiens, de l'Etat bourgeois, ou les "bons conseils" des boss syndicaux qui peuvent empêcher les ouvriers du Canada de réaliser leur unité!

Cette unité est nécessaire, non seulement pour mieux résister aux exploiteurs à l'échelle du Canada, mais pour en finir avec le capitalisme lui-même.

Tout le monde déteste la police!

Notes sur un mouvement spontané et illégitime

Cet article se propose de dégager certaines questions qui ont émergé d'une lutte née dans l'urgence et sans revendications officielles, après la mort de Rémi Fraisse, manifestant abattu par un gendarme lors d'un rassemblement d'opposition au projet de barrage de Sivens, dans la zone humide du Testet (France). Bien que liées à un contexte singulier, ces questions entrent en résonance avec plusieurs enjeux qui traversent nos luttes – tant contre l'État policier que la destruction écologique.

Que faisait-il là?

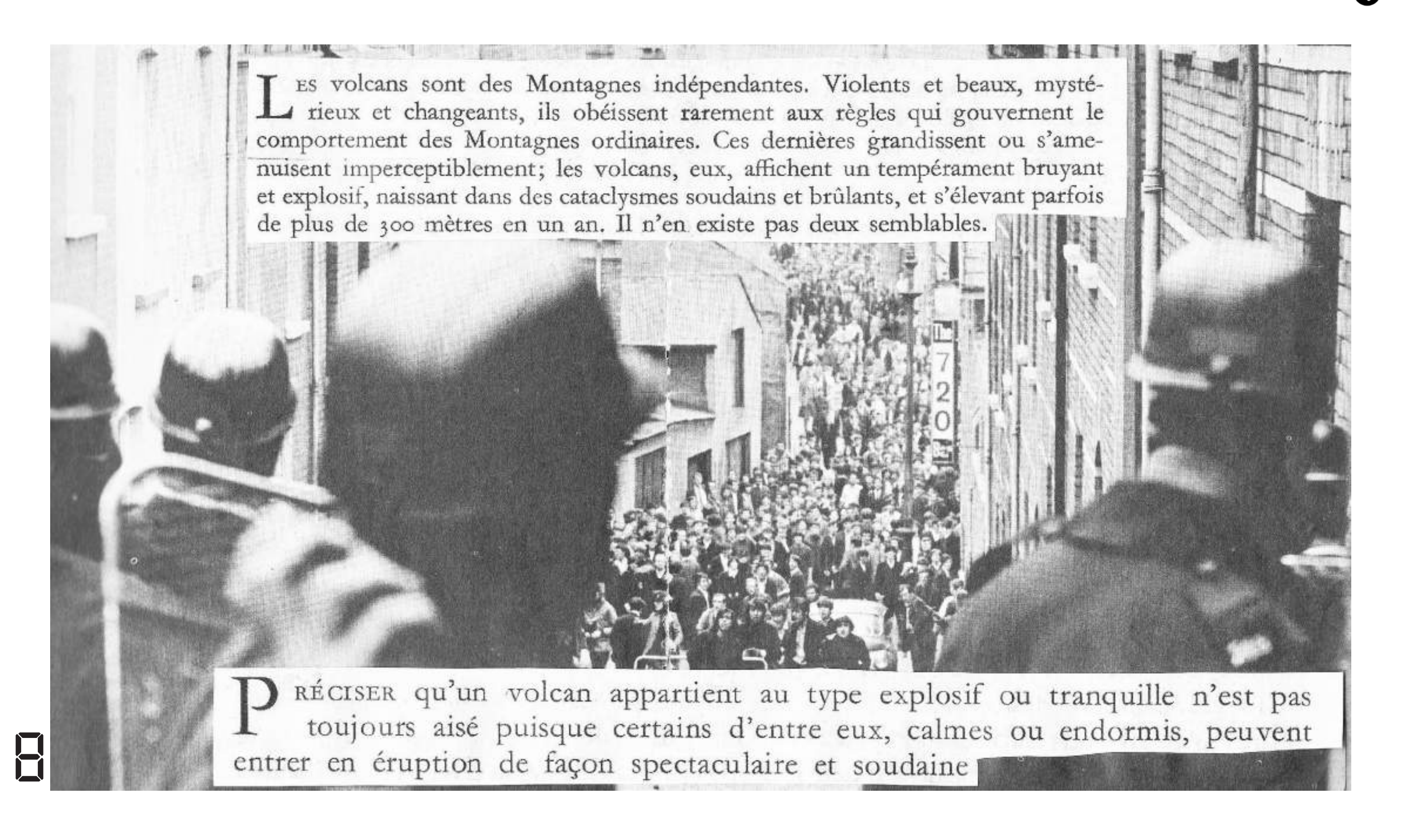
Quand un voyou se fait tirer une balle dans le dos par un agent de la paix, comme cela arrive quinze fois l'an dans les banlieues françaises, l'histoire est vite enterrée. Au mieux, on dira que l'individu neutralisé par l'usage de la mort se trouvait au mauvais endroit au mauvais moment. La mort de Thimothée Lake, 20 ans, tué d'une balle dans le cœur par la BAC (Brigade Anti-Criminelle) à Toulouse une semaine avant le meurtre de Rémi, est traitée comme un fait divers.

Ce qui a mis l'État dans l'embarras, dans ce que ses représentant.e.s nomment hypocritement le «terrible drame de Sivens» (voir encadré), c'est que les circonstances entourant la mort du jeune homme laissaient difficilement prévoir une effusion de sang. S'il est commun de voir la police faire usage d'une force arbitraire et disproportionnée dans le cadre de manifestations, il est rare que les rassemblements écologistes festifs à la campagne – djembés et José Bové à l'appui – servent de décor à une attaque mortelle.

Aussi leur a-t-il fallu mobiliser tout ce qui s'est fabriqué de lieux communs depuis les premiers contre-sommets pour bricoler une version à peu près crédible du «tragique incident» survenu dans la nuit du 25 au 26 octobre : Les policiers, assaillis par des *Black Blocs venus en découdre*, ont été sommés de répondre. Le hic, dans cette version de l'histoire, c'est qu'elle nie une évidence pour le moins gênante : les gendarmes auraient pu *fuir*. En effet, s'ils sentaient réellement leur sécurité menacée par les cailloux et les patates que leurs assaillants projetaient en direction de leurs boucliers et leurs camions blindés, ils auraient simplement pu – et dû – quitter précipitamment les lieux. Chose qu'ils ont d'ailleurs faite, peu après avoir constaté que le «mec était décédé», révélant finalement ce que l'on savait déjà : leur présence était purement *ostentatoire*. Un tract écrit et distribué le lendemain de la nuit meurtrière résumait assez bien la situation :

« *Il ne restait dans le petit camp retranché aménagé par les forces de l'ordre que chiottes et compresseur, jolis symboles du monde qu'on nous prépare. Agacés par leur incongruité, les habitants de la forêt se débarrassèrent de ces objets inutiles. Impossible pourtant de se débarrasser des 250 CRS et gendarmes mobiles qui depuis vendredi soir, alors qu'il n'y avait sur place aucune machine, aucun ouvrier à «protéger», semblaient vouloir en découdre.*
L'unique raison pour justifier la présence démesurée des forces de l'ordre armées samedi à Sivens était la volonté des autorités de susciter des tensions pendant les deux jours de manifestation.
Ils y sont si bien parvenus qu'ils ont tué un homme. »

Pour éviter à tout prix que l'on se demande : «Qu'est-ce que les officiers faisaient là, puisqu'il n'y avait rien à protéger sur le chantier?», les voix qui ont monopo-



lisé le discours médiatique dans les jours suivant l'attentat meurtrier ont pris soin de retourner la question afin de remettre dans le camp de la victime la responsabilité de sa propre mort : «Que faisait-il là? Qui sont les zadistes? Qui sont les casseurs?» L'urgence, visiblement, quand un manifestant se fait mutiler ou tuer, est d'esquisser son profil, afin de déterminer au plus vite si la victime a mérité son sort.

Ce n'est pas nouveau : le pouvoir, pour se maintenir, rejette le blâme. Ce n'est pas nouveau et pourtant chaque fois qu'il pose ainsi la question de la violence, nous sommes vite désarmé.e.s devant la vigueur de la stupidité qui déferle aussitôt sur les écrans et dans la gueule des gens qui ont leur petite idée là-dessus. Le piège est simple. Si on veut avoir voix au chapitre, il faut d'abord répondre à la question secrète : «Pour ou contre la violence?»

Que le discours médiatique (y compris, faut-il le préciser, les réseaux sociaux) soit saturé d'appels *au calme dans les deux camps*, à la limite, n'a rien de spécialement choquant. Le niveau de conneries proférées quotidiennement se maintient, les ingénieurs de la paix sociale veillent au grain. Ce qui est plus irritant, c'est quand le discours anti-violence gagne les assemblées générales.

Qu'on se le dise une fois pour toutes : si quelqu'un.e séquestre une AG pour nous faire le coup la question de la légitimité de la violence dans les manifs, il faut tenter au plus vite de couper court au débat : l'AG n'a aucune légitimité pour décider des actes posés dans un contexte qui lui échappera toujours. Si la tentative d'interruption échoue, il faut alors se rendre à l'évidence : puisque rien ne fera taire les «agents de la paix», *laissons-les parler*. Il ne faut plus essayer de leur faire entendre raison. S'y risquer, c'est perdre temps, énergie et espoir en l'être humain. Laissons à l'expérience le soin de les convaincre que leur pacifisme est un bien piètre bouclier contre les lacrymos et les matraques.

Peut-être diront-ils un jour, comme cette manifestante – elle-même non violente – interviewée par une chaîne de télé française à l'occasion d'une des manifestations contre les violences de la police : «heureusement qu'il y avait des manifestants violents pour protéger les pacifiques.»

Nous n'aurons que ce que nous saurons prendre

Une fois le débat sur la violence esquivé (ou subi), reste encore celui sur les revendications. Moins stérile que le précédent, il ne comporte pas moins un important potentiel de non-lieu. Ici encore, autant se l'avouer tout de suite : on ne se mettra pas d'accord. Avant même d'en arriver à s'accorder sur la nature desdites revendications («Mort au barrage de Sivens»; «Fin de l'utilisation d'armes non-létales» ou carrément «Désarmons la police»), il faudrait déjà s'entendre sur la pertinence même de tenir des revendications.

Toute revendication – on le sait – porte en elle le risque d'anéantir le mouvement, du moment qu'elle est exaucée. Or, ce risque apparaît négligeable dans le cas de revendications dont la réalisation est aussi improbable que «Désarmons la police». L'idée d'une police sans armes fait sourire : «et quoi encore, un monde sans économie?»

Pourtant, de telles revendications s'avèrent intéressantes quand on les prend pour ce qu'elles sont : des moyens. Au Gros Bon Sens qui voudrait que la grève ne soit pas une *fin en soi*, mais un *moyen* en vue d'obtenir la satisfaction de revendications, nous répondons poliment mais fermement qu'il est dans le champ : la grève est la fin. Les revendications, un des moyens possibles de la faire durer, ou à tout le moins de faire apparaître que ce qui semble aller de soi est le fruit du maintien d'un ordre qui, désormais, semble pouvoir vaciller.

Le caractère spontané du mouvement suivant le meurtre de Rémi Fraisse n'a pas laissé le temps de s'entendre sur ce qu'il fallait demander – ni même s'il fallait demander quelque chose. Il fallait agir, et vite, pour que cette mort ne tombe pas dans l'oubli. Les «revendications» sont apparues en cours de lutte. Les opposant.e.s aux Grands Projets Inutiles ont concentré leur discours autour de la nuisibilité du barrage; ceux et celles qui combattent quotidiennement les violences policières appelaient plutôt à la fin de l'impunité policière.

Ces requêtes, bien que fondées, apparaissaient quelque peu décalées et nettement insuffisantes par rapport à l'affront qui venait d'être fait. Elles prêtaient dangereusement le flan à un règlement du conflit : à tout moment, un «oui-oui on annule le projet de barrage» ou un «oui-oui il va y avoir une enquête » menaçait de couper court à la succession continue de manifs et d'actions qui traversait la France. ➔

ZAD PARTOUT!

Une «ZAD», c'était, dans le langage de Vinci, promoteur du projet d'aéroport de Notre-dame-des-landes, une Zone d'Aménagement Différé. Reprise par les opposant.e.s au projet qui occupent activement la zone depuis 2007, l'expression est devenue Zone À Défendre; elle désigne aujourd'hui tout territoire qui résiste aux Grands Projets Inutiles – ou plus largement à l'expansion du capitalisme et au désastre écologique.

Les zadistes du Testet, dont les premiers ont établi leurs quartiers sur la zone à l'automne 2013, luttent pour la sauvegarde la dernière zone humide d'importance du bassin versant du Tescou, menacée de destruction par le projet de barrage de Sivens. Ce barrage, présenté comme d'intérêt général, est en fait destiné à 70% pour l'irrigation intensive d'une vingtaine de fermes et pour 30% au soutien d'étiage (dilution des pollutions).

Les 25 et 26 octobre avait lieu, sur la Zad du Testet, un grand rassemblement (quelques milliers de personnes étaient attendues) en soutien à cette lutte. Rémi Fraisse, 21 ans, est tué le 26 octobre, vers 2h du matin par un tir de grenade offensive. L'enregistrement de communications entre gendarmes révèle que les officiers présents ont aussitôt constaté son décès, puis ont récupéré le corps pour éviter que cette mort ne soit découverte par les manifestants. Vu la visibilité fort réduite du côté des manifestant.e.s, cette disparition apparaît comme une simple arrestation : avec lui, ils emmènent d'ailleurs cinq manifestant.e.s sous arrestation.

Ce n'est que le lendemain, par la radio, que l'on apprend sur le site qu'il y a eu mort d'homme. Aussitôt s'organisent des manifestations dans les villes avoisinantes, puis dans toutes la France. Le mouvement de lutte contre les violences policières qui s'organise spontanément, hors des structures et organisations politiques «officielles», durera un peu plus d'un mois. Dans plusieurs villes, notamment en région parisienne, se tiennent régulièrement – encore à ce jour – des AG de lutte, qui ont rassemblé plusieurs centaines de militant.e.s.

Pour en savoir plus ou rester informé.e :

Sur la ZAD du Testet :
https://tantquilyauradesbouilles.wordpress.com/

Sur la ZAD de Notre-dame-des-landes :
http://zad.nadir.org/

Sur l'actualité des luttes en France :
http://mutu.mediaslibres.org/

Pourtant, l'annonce par le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, de l'arrêt définitif de l'utilisation des grenades dites offensives n'a pas réussi à calmer le jeu. Il faut dire que ces grenades étaient très rarement utilisées : on leur préférait déjà les grenades assourdissantes et de désencerclement. Cela dit, le maintien de la tension s'explique aussi autrement : les revendications n'étaient pas centrales, au sens où le mouvement ne dépendait pas d'elles. De «Tout le monde déteste la police» à «La peur doit changer de camp», jusqu'au subtil «Oeil pour œil, mort pour mort», les slogans qui ont marqué l'imaginaire de la lutte courte mais intense de novembre 2014 ne foulaient pas le territoire de la légitimité, mais celui de l'affirmation.

Les forces de l'ordre

Au bout d'un temps, toutefois, même les cris les plus affirmatifs trouvaient moins d'échos (il faut dire qu'ils avaient de moins en moins de vitres où se réverbérer). Les ACAB, nique la police et flics porcs assassins inscrits sur les murs nous rappelaient cruellement qu'on ne trouvait rien d'autre à écrire.

Dire que le mouvement s'est «essoufflé», toutefois, serait indécent. Il a été *étouffé*.

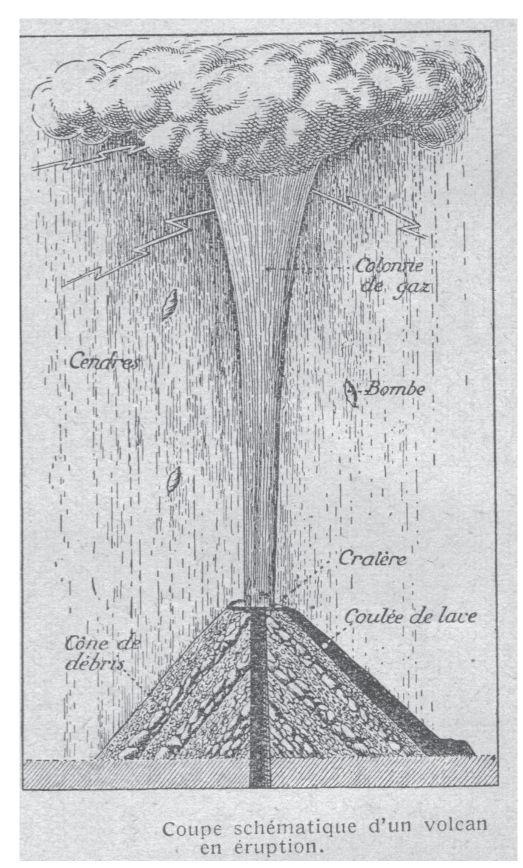
Manif interdite après manif interdite, Gardes à vue ou contrôles d'identité pour ceux et celles qui s'y risquent, contrôles de papiers à la sortie des AG (!), arrestations ciblées avant les manifs, fermeture d'une université par l'administration pour empêcher une AG, tous les paliers de pouvoir ont rivalisé de grossièreté pour empêcher à tout prix le mouvement de prendre de l'ampleur. La liste serait longue, mais celle des gestes de contournement de ces mesures disciplinaires aussi. Refus en bloc de donner son identité lors d'une arrestation de masse (tout le monde disait s'appeler Rémi Fraisse) : débrayage d'une trentaine de lycées de la région parisienne, ayant permis plusieurs blocages et l'incendie d'une façade de lycée; manif interdite qui commence à 60 et vire en joyeuse parade dans la ville, sans masques et sans armes autres que les insultes criées aux flics, sous le regard incrédule des passants qui s'y joignent peu à peu, jusqu'à former un cortège d'un millier de manifestant.e.s...

Outre les manifs, d'autres formes d'actions ont essaimé un peu partout en France, notamment celles inspirées par des appels à attaquer le pouvoir matériellement. Une vidéo invitant à bloquer les gendarmeries a circulé largement sur Dailymotion, avant d'être censurée puis rediffusée sur Youtube;
De fait, plusieurs gendarmeries ont vu leur grillage se faire cadenasser.

Le problème, avec la matérialité visée par ces actions, c'est qu'elle est rigoureusement protégée. À moins d'être en très grand nombre ou très très discret.e.s, difficile d'arriver à une action effective sur le plan matériel. On en reste à un niveau symbolique, à la différence près que le lieu d'énonciation change : après la rue, la gendarmerie. L'idée d'une prise en compte de la matérialité du pouvoir, néanmoins, mérite d'être prise au sérieux. Or, plutôt que de la situer dans les lieux évidents d'*apparition* du pouvoir (postes de police, bureaux ministériels, etc.), peut-être devrait-on s'intéresser davantage à ses lieux de production et de reproduction. Un autre appel, visant celui-là les lieux de fabrication des armes de la police, a également circulé. Un groupe de 200 personnes a établi un campement d'un jour, le 3 décembre, devant l'usine bretonne de NobelSport, fournisseur d'armes pour la police et l'armée. Organisée dans l'urgence et annoncée publiquement, l'action semblait surtout vouloir rendre visible l'un des lieux de production des armes du pouvoir et mesurer les forces en présence. A priori, on pourrait dire qu'un tel geste échoue à dépasser le plan symbolique, puisqu'il ne parvient pas à produire d'effets sur sa cible. Cette action apparaît néanmoins comme une avancée dans la constitution d'une force de nuisance collective. L'effectivité d'un geste ne se mesure pas seulement aux dommages qu'il cause, mais aussi aux liens qu'il crée, à la confiance qu'il confère entre celles et ceux qui le réalisent.

Il importe de penser nos luttes en fonction des réalités locales actuelles, sans pour autant bouder l'inspiration venue d'ailleurs. L'idée d'une ZAD en sol québécois, par exemple, mérite d'être réfléchie. Les projets destructeurs ne manquent pas; les résistances non plus. Ce qu'il reste à trouver, c'est ce qui permet de les lier, de les faire cohabiter – sans attendre pour cela l'entente parfaite, les revendications communes. N'attendons pas d'avoir un «projet à proposer» avant de se donner les moyens de nuire. ▪

SUITE DE LA PAGE 1.



Coupe schématique d'un volcan en éruption.

L'élaboration de formes-de-vie et l'expérimentation de nouvelles formes politiques se poursuivent toujours par-delà les mouvements. Ceux-ci jouent un rôle d'accélérateur. Les moments vertigineux de 2012 auront révélé la permanence de la grève, son immanence à la vie. La projection d'un blocage permanent et les questions posées dans la lutte auront déplacé les problèmes et les manières d'être. C'est par là, à l'heure de la reprise, qu'il est possible de lire autrement ce qu'évoquent des problèmes tels que l'extension de la lutte, l'éthique de la rencontre et le rapport trouble entre l'organisation et la légitimité.

En affrontant ces problèmes, la machine gréviste produit de l'inédit. Elle maintient un contact avec un dehors contenu en chacun de ceux-ci et fait jouer les lignes de tension pour se mettre en relation avec de nouvelles possibilités politiques. Or des dispositifs sémantiques, nouveaux ou usés, tentent d'orienter cet agencement politique pour en capter la puissance et en déterminer les termes et les potentialités. Par dispositif sémantique, il faut ici entendre la production d'une logique binaire (pacifiste vs. violent.e ; planification vs. spontanéité…), d'une «alternative infernale» censée recouvrir le champ des possibles (des options politiques) et produire les identités correspondant aux options imposées.

I De l'extension au débordement : il y a toujours de la plèbe

Le surgissement du tintamarre des casseroles en 2012 a reproblématisé la question de l'extension de la lutte. Car si depuis le début de la grève, des propositions de grèves sociales circulaient et ne semblaient pas prendre forme, c'est en dehors des circuits de la production et dans un élan vibrant de solidarité que le politique a débordé. C'est la figure de la plèbe qui a doublé le mouvement de grève au moment de la loi spéciale.

La plèbe n'est pas une catégorie sociologique. C'est plutôt une ligne de force qui surgit comme résistance en acte faisant mentir la politique traditionnelle qui renvoie tout au règne de l'opinion. Son action se vit au niveau de l'expérience en voyant des corps se regrouper et rugir face à la figure du tyran révélé. La plèbe se dérobe aux positivités incarnées par les règles, les institutions et les processus de subjectivation au sein desquels les relations de pouvoir se concrétisent.

En ce sens, c'est un dehors, de la pure ingouvernementalité, qui force à penser la lutte hors de tout rapport unilatéral à la substance, à toute catégorie devant en soi être dépositaire du politique; à parler en termes de lignes plutôt qu'en termes de «masses à convaincre, à conscientiser». L'extension de la lutte doit se penser comme débordement, comme machination de lignes et d'intensités vécues.

Contre ce débordement, l'abstraction « Peuple » capte la plèbe en l'insérant dans sa dualité interne : petit peuple gouverné et grand Peuple dont les représentants gouvernent. Voilà la machine binaire sur laquelle roulent les démocraties. La saboter implique d'assumer pleinement la plèbe comme un dehors sur lequel rester toujours branché.e, par lequel la grève sera toujours portée. La plèbe permet d'affirmer la priorité politique de la résistance sur le pouvoir. Cette articulation de la grève et de la plèbe permet d'éclater les identités figées, d'ouvrir les conditions à des possibilités inédites et donne une consistance à l'ingouvernable.

II Éthique de la rencontre : solidarité et amitiés

Comment se rencontrer ? Comment tisser les liens qui manquent ? La grève pose la question des solidarités - entre les luttes, entre les corps. Or les appels à la solidarité n'ont pas tous le même ton : ceux qui font de la solidarité un dépassement de la condition particulière par une abstraction commune (classe, Peuple, etc.) tendent le plus souvent à faire rimer solidarité et homogénéité, à travers le levier de l'intérêt commun. Mais solidarité rime également avec hétérogénéité : il n'est pas dit que penser ensemble, faire consistance, doive signifier se *confondre*. Car la solidarité, c'est aussi éprouver dans la chair la vie de l'autre et, par là, faire corps : la question de l'intérêt commun fait place à celle des vies que l'on désire mener. De là, une solidarité extatique (comme *ek-stasis*, sortie de soi) peut naître. Les envies, les désirs, la vie débordent les identités et les communautés d'intérêts et donnent à la grève sa consistance : sa joie, elle la trouve dans le devenir autre du même.

La solidarité s'éprouve aussi dans l'amitié. Et l'amitié de grève – qui survit à l'événement-grève – naît d'un partage singulier : non pas le partage de quelque chose que les ami.e.s auraient de commun (nationalité, champ d'études, métier), mais d'un partage qui s'effectue *en nous*, et dont nous faisons l'expérience commune. Une division s'opère en moi et en toi ; à travers cette division nous nous rencontrons. Lutter contre le pouvoir, c'est d'abord lutter contre ce qui travaille *en nous et entre nous* pour le maintien de ce pouvoir. Mais cette lutte «interne» ne signifie pas repli sur soi : c'est à partir d'une commune fracture – vécue au niveau sensible– que nous pouvons nous trouver, nous lier et lutter ensemble.

C'est pourquoi la grève ne peut reléguer les questions affectives au second plan : elle doit les prendre au sérieux, puisqu'elles sont constitutives de son existence. Elle tire sa force de la force des liens qui la composent, et inversement.Et pour prendre au sérieux ces questions, les structures formelles ne suffisent pas. Ce n'est pas parce qu'un gars féminise ses interventions en AG qu'il cessera d'être rushant avec les filles. On ne saurait demander au formalisme de prendre en charge les enjeux affectifs. Pourtant, déserter simplement les rassemblements larges ne nous rend pas plus puissant.e.s. Il apparaît nécessaire de se doter de nouvelles formes politiques non constituantes, où il serait possible de débattre sans légiférer, de se rencontrer sans se confondre. La promesse de la grève est de faire tenir ensemble le dissemblable.

III Légitimité / organisation

Pour tenir ensemble, la grève s'appuie sur la forme imposée de l'AG de la formule Rand. Se regroupant par identité corporative, la grève se vote, réduisant les désirs au 50+1. Par là, elle conquiert un espace de légitimité, mais sur lequel la démocratie plébéienne, celle du débordement, ne peut être rabattue. Car la puissance de la grève ne découle pas de sa légitimité, mais de ce qu'elle met en partage. Or l'AG, en s'affirmant comme souveraine, entre en lutte de légitimité avec l'État pour le pouvoir de désigner, de légiférer. En traduisant tout en termes de mandats, l'AG se pose comme instance de gouvernance de la grève, s'arrogeant le droit de décréter son début et sa fin.

Mais l'AG est également le lieu d'affrontement de bandes et de tendances. La bureaucratie ne s'y dévoilant que comme une de ces tendances, l'AG apparaît à plusieurs comme le seul moment de désamorcer la ligne planificatrice. Pour d'autres, le regroupement affinitaire offrira l'espace nécessaire, en dehors du formalisme, pour penser l'action. Mais entre l'affinitaire et l'AG, un vide se crée, laissant la stratégie aux seules mains des bureaucrates. S'il ne s'agit pas de combattre des formes mais de composer avec des forces, la grève doit se donner les moyens de se maintenir indépendamment de la législation associative. Par delà toute question de légitimité surgit la question de la stratégie et, donc, celle de l'assemblée-en-général. Question sur laquelle butent tous les mouvements insurrectionnels.

Par assemblée-en-général, comprenons toutes formes de rassemblement en vue de l'élaboration collective de l'action et de la décision commune du devenir des mouvements (assemblée large printemps 2015, comité autonome de travailleur.euse.s, grandes assemblées dans les mouvements d'occupation de places, APAQ, etc.). Ce qu'il faut en retenir, c'est que jamais une assemblée ne produit plus que ce qui est déjà en partage : l'amitié ne se vote pas en AG. L'assemblée se borne à tenter de gouverner ce qui advient ou à se questionner sur sa légitimité à le faire.

Contre l'assemblée (générale ou en-général), qui vise à se constituer comme pouvoir souverain, à capter la puissance plébéienne pour articuler un #projetdesociété, il faut jouer sur les forces contenues dans les formes pour les faire éclater, rester au ras de ce qui surgit et en organiser la pérennité comme fracture. Être sensible à ce qui se donne dans la configuration actuelle, expérimenter avec les formes existantes (conseils de grève, assemblées syndicales, etc.) pour les détourner et les garder ouvertes. Éviter de développer un rapport moral à l'assemblée. Par là, l'assemblée peut se brancher à une force destituante, se refuser à son devenir de gouvernementalité et ainsi, ouvrir toutes les questions à la vie même de la grève.

Vers la grève infinie

Penser la grève, donc, comme une affaire de commun, d'accélération des possibles qui sont déjà là, contenus dans les mondes qui s'élaborent, dans les amitiés qui perdurent par-delà l'événement-grève. Pour ce faire, la communauté constituée par ces amitiés, ou «communauté de grève», doit déborder la «communauté militante» en créant des formes politiques permettant de s'autonomiser des instances de légitimation et de gouvernance offertes par les AG étudiantes et les assemblées constituantes. Les conseils de grève – qui doivent rester non-constituants – pourraient être de tels lieux d'élaboration stratégique commune où se rencontrent différentes tendances pour se donner les moyens de concrétiser leurs conceptions respectives de la vie désirable – et non pour ramener cette diversité à une posture unique. C'est cette articulation dans et par la grève qui permet seule de faire consister une force durable, la seule *classe* qui soit – celle de ceux et celles qui se trouvent dans la lutte. ■



INVITATION AUX CONTRIBUTIONS

HŌS MĒ ouvre ses pages aux ami.e.s et camarades, à tout ce qui dissone et brouille les pistes de la fonctionnalisation du mouvement. Réflexions et critiques doivent foisonner. Récits et rapport d'enquête, petits poèmes en prose et chroniques du passé briseront le rythme parfois assommant des discours classiques et des statuts Facebook. Pour contribuer, écrire et envoyer vos textes à bulletindeliaison2015@riseup.net

Pour lire les articles, avoir les versions PDF des bulletins : **hosme.noblogs.org**